



Comité économique et social européen

SOC/363  
Personnes handicapées:  
emploi et accessibilité

Bruxelles, le 17 mars 2010

## AVIS

du Comité économique et social européen  
sur le thème

**"Personnes handicapées: emploi et accessibilité par étapes pour les personnes handicapées  
dans l'UE. Stratégie de Lisbonne après 2010"**  
(avis exploratoire)

---

Rapporteur: **Miguel Ángel CABRA DE LUNA**

---

Par lettre du 23 juillet 2009, M. Diego LÓPEZ GARRIDO, secrétaire d'État pour l'Union européenne auprès du ministère des affaires étrangères et de la coopération, a demandé, au nom de la future présidence espagnole, que le Comité économique et social européen élabore un avis exploratoire sur le thème

*"Personnes handicapées: emploi et accessibilité par étapes pour les personnes handicapées dans l'UE. Stratégie de Lisbonne après 2010".*

La section spécialisée "Emploi, affaires sociales, citoyenneté", chargée de préparer les travaux du Comité en la matière, a adopté son avis le 23 février 2010.

Lors de sa 461<sup>e</sup> session plénière des 17 et 18 mars 2010 (séance du 17 mars 2010), le Comité économique et social européen a adopté le présent avis par 152 voix pour, 0 voix contre et 3 abstentions.

\*

\* \*

## 1. Conclusions et recommandations

### *Stratégie UE 2020*

- 1.1 Le Comité économique et social (CESE)<sup>1</sup> réclame que la stratégie UE 2020, les lignes directrices pour l'emploi et l'Agenda Social incluent un paragraphe sur le handicap afin de garantir une approche transversale et mieux coordonnée de cette question dans toutes les politiques communautaires.
- 1.2 Le CESE rappelle que l'inclusion, dans la future stratégie UE 2020, de critères renforçant les politiques relatives au handicap, aura un impact sur la rentabilité économique pour l'ensemble de la société tout en permettant d'accomplir des progrès en matière d'inclusion sociale et de non-discrimination.
- 1.3 Le CESE estime qu'il est nécessaire d'adopter un "Pacte européen pour le handicap" qui jette les bases d'une nouvelle politique européenne en la matière. Celui-ci serait en accord avec la future stratégie de la Commission en matière de handicap, dans le cadre du traité de Lisbonne ainsi que de la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées (CNUDPH) et de son protocole, dont la ratification devrait être finalisée dans les plus brefs délais par l'Union européenne et les États membres.
- 1.4 Le CESE réclame des politiques encourageant l'innovation, fondées sur des données statistiques, qui accordent une visibilité aux personnes handicapées dans toutes les statistiques européennes et nationales pertinentes.

### *Emploi et personnes handicapées*

- 1.5 Le CESE défend l'idée d'un marché du travail ouvert à tous et signale que l'approche présidant aux politiques d'emploi des personnes handicapées doit couvrir l'ensemble du processus vital lié à l'emploi ("lifestreaming") et placer un accent particulier sur l'éducation, le recrutement, le maintien dans l'emploi et la réinsertion professionnelle. Il conviendrait que les politiques visant les jeunes handicapés, au même titre que celles qui concernent les travailleurs touchés par un handicap soudain, soient prioritaires dans la future stratégie UE 2020 et dans la nouvelle stratégie de la Commission pour les personnes handicapées.
- 1.6 Le CESE demande à la Commission de présenter un rapport, dans un délai d'un an, sur la mise en œuvre des dispositions sur le handicap et l'emploi figurant dans la directive 2000/78.
- 1.7 Le CESE rappelle que le recrutement dans un environnement de travail ordinaire requiert la mise en place de services sociaux adéquats et de mesures incitatives et stimulantes. Il reconnaît, par ailleurs, le rôle des entreprises qui emploient une majorité de personnes handicapées et, plus généralement, des entreprises de l'économie sociale et des PME, qui ont également besoin du soutien de services sociaux et de stimulants adéquats. Il souligne aussi l'importance des partenaires sociaux en la matière.
- 1.8 Le CESE réclame la mise en œuvre de politiques de sensibilisation susceptibles de lever les stéréotypes qui subsistent sur les travailleurs handicapés et souligne le rôle des médias dans l'acceptation de la diversité.

### *Accessibilité*

- 1.9 Le CESE souligne que l'accessibilité est avantageuse pour l'ensemble de la société et pas uniquement pour les personnes handicapées, et entraîne une augmentation de la clientèle pour les entreprises.
- 1.10 En matière d'accessibilité, le CESE recommande une mise en œuvre progressive guidée par des objectifs communs à court, moyen et long termes (qui inclue une date claire et définitive pour les nouveaux produits, services et infrastructures, mais aussi pour ceux qui existent déjà).
- 1.11 Le CESE soutient l'instauration d'une capitale européenne de l'accessibilité universelle.
- 1.12 Le CESE signale que la présentation de la législation en matière d'e-accessibilité est urgente, réaffirme son engagement en faveur du principe de "conception pour tous" et de développement de normes d'accessibilité; réclame qu'un plan d'action soit présenté à cet égard avant 2011, et rappelle qu'il croit dans le développement d'une "carte européenne du handicap" qui facilite la reconnaissance mutuelle des droits des personnes handicapées et leurs déplacements transfrontaliers.

### *Handicap et égalité des sexes*

- 1.13 Pour mettre un frein à la situation d'invisibilité et de discrimination multiple vécue par les femmes et les filles handicapées, il est nécessaire d'inclure la dimension de genre d'une manière transversale dans la conception, le développement, le suivi et l'évaluation des politiques concernant le handicap.

### *Dialogue social et handicap*

- 1.14 Le CESE reconnaît l'importance de l'action des partenaires sociaux pour garantir l'égalité de traitement des personnes handicapées au travail en prévoyant pour ces dernières des conditions de travail justes et favorables.
- 1.15 Les partenaires sociaux doivent intégrer la dimension de handicap dans toutes les actions et négociations intersectorielles, sectorielles et d'entreprise, particulièrement en matière d'emploi, d'accessibilité et de protection sociale.

### *Participation et dialogue civil*

- 1.16 Le CESE confirme qu'il souscrit pleinement au principe selon lequel "rien ne saurait se faire pour les personnes handicapées sans les personnes handicapées" et que ce principe doit s'appliquer à la stratégie UE 2020 comme aux programmes en faveur des personnes handicapées financés par les pouvoirs publics.
- 1.17 L'UE et les États membres doivent assurer la promotion de la société civile et garantir le financement de son développement, en lui assurant une indépendance et une capacité de participation à l'élaboration de politiques et/ou à la fourniture de services sociaux.

## **2. Introduction**

- 2.1 Le CESE se félicite de la demande que lui a adressée la présidence espagnole d'élaborer cet avis sur "*Les personnes handicapées: emploi et accessibilité par étapes pour les personnes handicapées dans l'UE. Stratégie de Lisbonne après 2010*".
- 2.2 Le CESE a constitué, de manière continue et transversale par ses avis, un véritable acquis dans ce domaine depuis le premier avis d'initiative spécifique sur "L'intégration des personnes handicapées dans la société", adopté en juillet 2002<sup>2</sup>, contribuant de la sorte à soutenir l'égalité de traitement et la non-discrimination pour les personnes handicapées et leurs familles<sup>3</sup>.
- 2.3 Les personnes handicapées<sup>4</sup> représentent plus de 16 % de la population (au moins 80 millions)<sup>5</sup>, et cette proportion augmente avec le vieillissement de celle-ci.

- 2.4 Le CESE reconnaît les progrès réalisés dans la législation<sup>6</sup> et l'application des politiques européennes<sup>7</sup>, lesquels, avec la déclaration de Madrid de 2002<sup>8</sup>, ont contribué à rendre l'UE plus inclusive pour les personnes handicapées. Néanmoins, la marge d'amélioration est importante, car les avancées ont eu jusqu'à présent un caractère sectoriel et fragmenté, souffrant d'une absence de stratégie unifiée comme l'a confirmé l'évaluation intermédiaire du plan d'action européen 2003-2010<sup>9</sup>. Il y a également lieu de renforcer les services de la Commission européenne responsables des politiques européennes en faveur des personnes handicapées.
- 2.5 Le CESE rappelle les derniers résultats de l'Eurobaromètre 2009<sup>10</sup>, qui traduisent une nette augmentation (de 8 % cette dernière année) de la discrimination fondée sur le handicap perçue par les répondants (53 % en 2009 contre 45 % en 2008), plus de 33 % des personnes handicapées déclarant avoir été victimes de discriminations en 2009.
- 2.6 Le CESE reconnaît que les avancées en matière de handicap doivent beaucoup au travail de conscientisation et de pression du mouvement européen pour le handicap et de ses organisations représentatives, rassemblées autour du Forum européen des personnes handicapées (FEPH), ainsi qu'au soutien des partenaires sociaux.
- 2.7 Le CESE rappelle au trio présidentiel du Conseil l'importance de tenir compte de cet avis dans le cadre de leur présidence.

### 3. **Nouvelle politique communautaire sur le handicap dans la future stratégie UE 2020**

- 3.1 Le CESE rejoint la Commission pour dire que les politiques qui encadreront la stratégie UE 2020 devraient *"contribuer clairement à la cohésion sociale, s'attaquer au chômage et renforcer l'inclusion sociale.... Il convient pour ce faire de repenser les systèmes éducatifs et les marchés du travail ainsi que de renforcer la mobilité et de stimuler le dynamisme de l'Europe afin de libérer notre potentiel innovant et créatif"*<sup>11</sup>.
- 3.2 Le CESE estime qu'il est nécessaire d'adopter, dans le cadre de la stratégie UE 2020, un "Pacte européen pour le handicap", comme cela a été le cas pour la jeunesse et le genre<sup>12</sup>.
- 3.3 Ce pacte serait un accord commun, approuvé par le Conseil des ministres, entre les gouvernements des États membres, la Commission et le Forum européen des personnes handicapées, auquel seraient associés le Parlement européen et le Comité économique et social, soit à travers lui les partenaires sociaux et les représentants de la société civile organisée. Ce pacte devrait être administré par un Comité européen pour le handicap, présidé par un représentant des États membres épaulé par un Secrétaire exécutif issu de la Commission. Le Pacte assignerait des objectifs communs aux États membres, avec des indicateurs de conformité et l'obligation de rendre un rapport lors du Conseil européen de

printemps<sup>13</sup>. Cela permettrait d'appliquer au handicap une variante de la méthode ouverte de coordination (MOC).

- 3.4 Il conviendrait que ce pacte couvre l'égalité d'accès à l'éducation, l'égalité de traitement en matière d'emploi et d'accès à l'emploi, la législation sur les revenus minimums et la protection sociale, la libre circulation, l'autonomie de vie<sup>14</sup> et personnelle, l'égalité d'accès aux biens et aux services pour les personnes handicapées, l'accord pour un programme concernant l'accessibilité aux nouvelles technologies, les transports et le milieu urbain, la santé et le suivi de la dépendance sous toutes ses manifestations ainsi que les politiques fiscales d'incitation à l'inclusion des personnes handicapées et de couverture du surcoût qu'occasionnent, pour les personnes handicapées, la plupart des activités quotidiennes<sup>15</sup>.
- 3.5 Ce pacte inclurait, transversalement, les besoins particuliers des femmes et des filles handicapées, des jeunes handicapés, du rapport vieillissement/handicap, des personnes ayant besoin d'un soutien important pour acquérir une autonomie personnelle et des personnes handicapées vivant en milieu rural. Il encouragerait également la recherche, le développement et l'innovation concernant le handicap.
- 3.6 Le Pacte devra prévoir un accord qui sera développé dans le cadre du traité de Lisbonne, de la Charte des droits fondamentaux et de la CNUDPH, à travers trois piliers:
- 3.6.1 *(i) Moment historique de révision des politiques communautaires – Placer les personnes handicapées et leurs familles au centre des politiques communautaires*
- 3.6.1.1 Le CESE demande que la stratégie UE 2020 et l'Agenda social viennent renforcer la coordination et l'effet de l'actuelle stratégie de Lisbonne et de l'agenda social renouvelé<sup>16</sup>. Cela suppose d'inclure une section sur les personnes handicapées et leurs familles. Celle-ci devrait aborder notamment les questions d'emploi, d'éducation, d'inclusion, de protection sociale et d'accessibilité, garantissant la présence des trois grandes orientations en matière de handicap<sup>17</sup>.
- 3.6.1.2 Le CESE rappelle que l'inclusion, dans la future stratégie UE 2020, des politiques relatives au handicap dans les compétences de l'UE<sup>18</sup> aura des effets de rentabilité économique pour l'ensemble de la société tout en permettant d'accomplir des progrès en matière d'inclusion sociale et de non-discrimination. C'est d'ailleurs ce qui ressort de récentes études coûts/bénéfices<sup>19</sup>.
- 3.6.1.3 Le Pacte européen pour le handicap doit être en accord avec la future stratégie de la Commission relative aux personnes handicapées<sup>20</sup>, qui remplacera l'actuel plan d'action en faveur des personnes handicapées 2003-2010.

- 3.6.1.4 La stratégie européenne pour l'emploi (SEE) et la méthode ouverte de coordination (MOC) concernant l'inclusion sociale, la protection sociale, les pensions, l'éducation, la jeunesse et d'autres domaines doivent, dans leurs lignes directrices et dans les objectifs communs aux États membres, poursuivre et améliorer leur prise en compte du handicap afin qu'il apparaisse dans leurs plans nationaux, en renforçant leur capacité analytique et en tenant compte des résultats dans les rapports périodiques.
- 3.6.1.5 Les politiques européennes soutiendront l'éradication de tous les phénomènes extrêmes de violation des droits de l'homme fondamentaux touchant les personnes handicapées, notamment l'internement en grandes unités fermées, la ségrégation éducative, l'annulation de la capacité juridique ou la violence, et tiendront compte des facteurs aggravants dont pâtissent les femmes et les filles handicapées ainsi que les personnes lourdement dépendantes<sup>21</sup>.
- 3.6.1.6 Nous avons besoin de politiques qui encouragent l'innovation et se fondent sur des données statistiques. Le pacte visera à renforcer la visibilité des personnes handicapées dans tous les outils statistiques pertinents<sup>22</sup>. Il est pour cela nécessaire de disposer de sources, d'indicateurs et d'outils statistiques harmonisés, actualisés et offrant un reflet fidèle de la réalité et de créer, entre autres, un module permanent sur le handicap dans l'enquête européenne sur les forces de travail ainsi qu'un module sur l'intégration sociale des personnes handicapées, et d'inclure les problématiques du handicap dans les modules généraux concernés..
- 3.6.1.7 Le CESE réclame l'inclusion d'une orientation sur les droits des personnes handicapées, fondée sur la CNUDPH, dans les "Lignes directrices de l'Union européenne concernant les droits de l'homme et le droit humanitaire international" qui seront adoptées par le Conseil de l'Union européenne.
- 3.6.2 *(ii) Un cadre juridique européen approprié pour le handicap*
- 3.6.2.1 Le CESE affirme que l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne apporte de nouvelles bases juridiques. Il rappelle également la valeur des articles 10<sup>23</sup>, 11<sup>24</sup> et 19<sup>25</sup>, ainsi que des articles 21<sup>26</sup> et 26<sup>27</sup> de la Charte des droits fondamentaux, qui ont valeur de traité.
- 3.6.2.2 La CNUDPH génère de nouvelles obligations pour l'UE; aussi le CESE demande-t-il instamment:
- 3.6.2.2.1 que l'UE finalise ses travaux concernant la ratification de la CNUDPH et de son protocole, conformément à la décision du Conseil.<sup>28</sup> Il rappelle à cet égard que la convention susmentionnée a une valeur légale de traité international et invite les États membres à s'engager à la ratifier rapidement<sup>29</sup>;

3.6.2.2.2 d'analyser, à la lumière de la CNUDPH, toute la législation communautaire ayant une incidence sur le marché intérieur, les transports, les impôts, la concurrence, la santé, la consommation, les moyens de communication numériques et électroniques, l'emploi, l'éducation et la non-discrimination<sup>30</sup>;

3.6.2.2.3 de créer un mécanisme de coordination<sup>31</sup> au sein de la Commission, auquel participeraient les commissaires concernés, et de créer l'organisme indépendant réclamé par la CNUDPH<sup>32</sup>.

3.6.2.3 Le CESE se félicite de l'actuelle proposition de directive sur la non-discrimination au-delà de l'emploi<sup>33</sup> mais signale qu'elle n'est pas suffisamment conforme à la CNUDPH. Cette directive, actuellement en cours de discussion au Conseil, doit garantir, en ce qui concerne la question de la discrimination, la reconnaissance d'un traitement préférentiel aux personnes handicapées dans certaines circonstances; la portée en termes de protection sociale, de santé et d'éducation, en signalant que la ségrégation éducative est discriminatoire; il y a lieu d'appliquer le principe d'accessibilité des personnes handicapées d'une manière générale; les aménagements raisonnables devraient concerner tous les domaines et des subsides publics devraient être alloués pour leur réalisation; l'accessibilité devrait couvrir également tous les biens et services offerts au public et, enfin, concernant la mise en œuvre, il conviendrait de concrétiser davantage les obligations de l'UE dans ce domaine, avec une application immédiate aux nouvelles constructions et des engagements réalistes pour les constructions existantes.

### 3.6.3 (iii) *Financement approprié du Pacte européen pour le handicap*

3.6.3.1 Le CESE rappelle la nécessité de maintenir et d'approfondir, dans la future politique de cohésion, les dispositions du règlement général des Fonds structurels sur la non-discrimination et l'accessibilité des personnes handicapées, comme critères de sélection et d'exécution de projets cofinancés par l'UE<sup>34</sup>. La future politique de cohésion devra garantir des actions pour et de la part de l'ensemble des personnes handicapées dans tous les États membres, avec des moyens financiers suffisants. Ces principes doivent s'étendre au budget européen et à d'autres programmes européens en matière de recherche, de compétitivité, de formation, d'emploi, ainsi qu'en matière sociale et de coopération au développement entre autres, en incluant les nouveaux programmes à partir de 2014.

3.6.3.2 Le CESE reconnaît que la participation de la société civile dans la gestion directe du FSE (en matière de formation et d'emploi) et du FEDER a eu des résultats très positifs et encourage à généraliser ce modèle dans les programmes opérationnels des Fonds structurels à partir de 2013.

3.6.3.3 Le CESE considère que le maintien du soutien financier des organisations européennes de personnes handicapées, notamment le FEDH et des organismes d'insertion sociale, à travers le programme Progress, renforce l'assise démocratique de l'UE et la structuration de la société civile.

#### 4. L'UE et l'emploi pour les personnes handicapées

4.1 C'est dans le cadre de la SEE que doit se renforcer l'emploi des personnes handicapées. La situation des travailleurs européens sur le marché du travail est compliquée, mais elle est encore plus difficile pour les travailleurs handicapés; c'est pourquoi il faut rendre le marché inclusif à tous.

4.2 Le CESE exprime la préoccupation que lui inspire la question du chômage des personnes handicapées. Avant la crise, 78 % des personnes atteintes de handicap lourd n'avaient pas accès au marché de l'emploi, leur taux d'inactivité étant deux fois supérieur à celui du reste de la population tandis que leur taux d'emploi était de 20% inférieur à celui de la moyenne des personnes n'ayant pas de handicap<sup>35</sup>.

4.3 Or, avec la crise (qui a porté le chômage à 10 % dans l'UE)<sup>36</sup>, la situation des personnes handicapées sur le marché de l'emploi s'est encore détériorée à deux égards: d'une part, parce qu'elles auront plus de difficultés à accéder au marché de l'emploi<sup>37</sup> et de l'autre, parce que les gouvernements auront tendance à ajuster leurs déficits publics en réduisant le montant des aides et pensions de toutes sortes. Le CESE prévient que les personnes atteintes de handicap ne peuvent pas être les premières victimes de la crise et s'oppose à une réduction du soutien qui leur est accordé<sup>38</sup>.

4.4 Le danger existe que la crise accroisse les risques de pauvreté des personnes handicapées et de leurs familles. Mais la crise peut aussi représenter une opportunité pour développer une activité d'entreprise plus inclusive, au moyen de mesures d'incitation, et accroître la productivité des entreprises, contribuant à améliorer l'économie dans son ensemble.

4.5 Le CESE affirme que l'un des principaux objectifs de la SEE doit être d'encourager l'emploi des personnes handicapées. Il invite de ce fait à introduire dans les lignes directrices pour l'emploi un objectif qui reprenne les dispositions prévues par la conclusion 34 du sommet européen de printemps 2006<sup>39</sup>: "*Il faut viser avant tout à augmenter la participation au marché du travail, en particulier celle... des personnes handicapées.... Afin de réaliser ces objectifs, les travaux devraient être menés en étroite coopération avec les partenaires sociaux.*" Il y a lieu d'établir une série de mesures que les États seraient tenus d'appliquer dans le cadre de leurs plans nationaux.

- 4.6 Les partenaires sociaux jouent un rôle fondamental pour permettre aux personnes handicapées d'accéder au marché de l'emploi par le biais des négociations collectives et pour garantir leur insertion dans l'entreprise<sup>40</sup>. Ils contribuent aussi au développement de politiques en matière de diversité et négocient des plans à cet égard en concertation avec les chefs d'entreprise, qui devraient à leur tour recevoir des stimulants pour avancer dans cette voie. Pour ce faire, ils peuvent avoir recours aux politiques de responsabilité sociale des entreprises. À cet égard, le CESE félicite les partenaires sociaux européens, qui en décembre 2009 ont achevé avec succès leurs négociations en vue d'un nouvel accord autonome sur les marchés du travail inclusifs<sup>41</sup>.
- 4.7 Le CESE demande la présentation d'un rapport, dans un délai d'un an, sur la mise en œuvre des dispositions concernant le handicap et l'emploi de la directive 2000/78<sup>42</sup>.
- 4.8 Le CESE réaffirme que les personnes handicapées ont des compétences, au même titre que n'importe quelle autre personne, pour mener une vie professionnelle pleine et qu'il faut encourager plutôt que sous-estimer leurs capacités. Les personnes handicapées ont le droit de travailler au même titre que les autres.
- 4.9 Le CESE attire l'attention sur le fait que, selon l'enquête d'Eurofound, la progression des problèmes de santé mentale fait de ce handicap la principale cause d'abandon précoce du marché de l'emploi. Dans certains pays, environ 40%<sup>43</sup> des retraites anticipées y sont imputables. Il est nécessaire que s'opère un changement de mentalités par rapport à la situation de ces travailleurs, moyennant une prise de conscience des citoyens et des autorités.
- 4.10 Le CESE rappelle que la reconnaissance de ces compétences suppose l'existence de mécanismes pour certifier les connaissances (non formelles) acquises à travers l'expérience ou l'éducation (formelle). C'est pourquoi le CESE prône la mise en place d'un "passeport des qualifications"<sup>44</sup> permettant aux personnes handicapées de bénéficier d'une mobilité professionnelle dans l'UE.
- 4.11 Les politiques d'emploi pour les personnes handicapées doivent couvrir l'ensemble du processus vital lié à l'emploi ("lifestreaming"<sup>45</sup>), tenir compte du logement, de l'éducation de base, de la formation, de l'endettement familial<sup>46</sup>, des difficultés financières, de la santé, de l'environnement défavorable et de l'économie locale, ainsi que du recrutement, du maintien dans l'emploi et de la réinsertion.
- 4.12 La libre circulation est un principe communautaire qui ne s'est pas concrétisé pour les personnes handicapées. Cela a des répercussions sur leurs déplacements dans d'autres pays de l'UE en vue d'y travailler, d'y étudier, d'y prendre leur retraite ou d'y exercer une quelconque autre activité.

- 4.13 Parmi les obstacles à la libre circulation figure l'impossibilité d'exporter des droits tels que l'assistance personnelle qui pourrait pourtant devenir réalité moyennant l'adoption de mesures concrètes de coordination des systèmes de sécurité sociale et l'organisation de campagnes européennes de sensibilisation et de formation<sup>47</sup>.
- 4.14 Le CESE rappelle que l'"inclusion active" doit être connectée au marché de l'emploi et garantir un niveau de revenus suffisants et l'accès à des services sociaux de qualité se traduisant par une amélioration des conditions de vie, également pour ceux qui sont sans emploi<sup>48</sup>.
- 4.15 Le CESE rappelle que le recrutement dans le milieu du travail ordinaire requiert des services d'emploi, de réinsertion professionnelle, des services sociaux et de santé, de maintien et de gestion des revenus, ainsi que des stimulants<sup>49</sup>.
- 4.16 Le CESE préconise une adaptation des prestations sociales et de la fiscalité, de telle sorte que l'entrée dans le marché de l'emploi n'entraîne pas une perte de pouvoir d'achat pour les personnes handicapées, cette adaptation devant également motiver celles-ci à accéder à des emplois de qualité, assortis de rémunérations justes. Il invite aussi à prévoir des mesures financières incitatives pour les entreprises, afin de favoriser le recrutement, l'emploi aidé sur le marché ordinaire du travail, l'auto-emploi et l'esprit d'entreprise chez les personnes handicapées, en recourant entre autres au microfinancement<sup>50</sup>. Ces mesures s'adresseraient aussi aux ONG offrant des services de soutien aux travailleurs handicapés et à leurs familles.
- 4.17 Il y a lieu d'établir des mesures de maintien et de reclassement de travailleurs frappés d'un handicap soudain, afin que cette situation n'entraîne pas un abandon précoce du marché de l'emploi; il conviendrait également d'adapter les lieux de travail et leur environnement (aménagement raisonnables) pour les personnes handicapées, et de garantir à ces dernières l'accès aux programmes de formation et d'adaptation professionnelle permettant l'évolution de carrière<sup>51</sup>. Pour les pays ayant des systèmes de quotas, il y a lieu d'assurer qu'ils réunissent les objectifs de recrutement par le biais des mécanismes et du soutien appropriés. Introduire une dimension sociale dans la procédure de passation des marchés publics peut aussi permettre d'améliorer la situation de l'emploi des personnes handicapées.
- 4.18 Le CESE est fermement convaincu des avantages que revêt le financement de l'emploi par rapport au paiement de prestations de chômage, et de l'intérêt de mesures incitatives pour que les personnes handicapées désirent accéder à l'emploi ou à l'auto-emploi, et que les employeurs les recrutent.
- 4.19 Le CESE est favorable aux politiques destinées aux jeunes handicapés, y compris en matière d'éducation précoce, et à leur transition entre formation et premier emploi, de même qu'aux politiques visant les travailleurs touchés par un handicap soudain, en vue de garantir leur reclassement ou leur maintien en activité. Ces groupes doivent être prioritaires dans la future stratégie UE 2020 et devront avoir une place dans la révision de la stratégie de la Commission

pour les personnes handicapées. Le CESE rappelle son avis SOC/349 visant à développer une stratégie non seulement POUR les jeunes, mais aussi AVEC les jeunes<sup>52</sup>.

- 4.20 Le CESE reconnaît le rôle des entreprises qui emploient une majorité de personnes handicapées, de celles qui sont plus actives dans ce domaine, ainsi que, en général, des entreprises de l'économie sociale, comme les coopératives, les mutuelles, les associations ou les fondations, qui favorisent l'inclusion sociale et l'intégration des personnes handicapées dans le marché du travail en leur accordant les mêmes droits du travail ainsi que le régime spécial de soutien fixé par les États membres.
- 4.21 Le CESE souligne l'importance de soutenir les PME de telle sorte qu'elles puissent intégrer une perspective inclusive du travail et jouer dûment leur rôle pour garantir l'efficacité des mesures en faveur des personnes handicapées dans le cadre de l'emploi.
- 4.22 Les institutions et organismes de l'UE et des États membres doivent connaître la situation et montrer l'exemple en ce qui concerne l'inclusion des travailleurs handicapés au sein de leur personnel, en recourant à un plan de mesures concrètes destinées à améliorer les indices d'insertion professionnelle, qui sont généralement très bas<sup>53</sup>.
- 4.23 Le CESE souligne l'importance du concept de flexicurité pour les personnes handicapées, soit l'amélioration des conditions de flexibilité et d'adaptabilité des ressources humaines dans les entreprises, associée à une amélioration de la qualité des conditions et de sécurité dans le cadre de l'emploi. Les stratégies doivent garantir aux personnes handicapées la possibilité de concilier vie professionnelle et vie privée, l'accès à la formation ainsi que la transition entre différentes situations, aides sociales et emplois, et ce tout au long de leur vie.
- 4.24 Le CESE soutient l'encouragement des nouveaux secteurs d'activité favorables à l'environnement ainsi que les emplois sociaux, la promotion de l'accessibilité et la conception pour tous, qui représentent une opportunité d'emploi pour les personnes handicapées.
- 4.25 Le CESE défend la politique d'aides sociales à l'attention des travailleurs handicapés ayant besoin d'une assistance, mais aussi de services pour permettre à l'entourage d'une personne handicapée de continuer à travailler<sup>54</sup>.
- 4.26 Les politiques de sensibilisation lèvent les stéréotypes<sup>55</sup> sur les travailleurs handicapés, en s'adressant aux partenaires sociaux, gérants, cadres supérieurs et employés, professionnels de la santé et administration publique<sup>56</sup>.
- 4.27 Les instruments d'incitation mentionnés devraient être facilement utilisables par les entreprises et les travailleurs, et il convient que les organismes publics en assurent une promotion et une utilisation efficaces.

- 4.28 Il y a lieu de souligner le rôle des moyens de communication, en tant qu'agents clés pour la sensibilisation et la diffusion des principes de tolérance, d'inclusion sociale et d'acceptation de la diversité dans la société européenne.
- 4.29 Le CESE soutient la mise en place d'initiatives innovatrices telles que le "passeport des compétences" ou le "lifestreaming"<sup>57</sup> évoqués précédemment, et cite en particulier les exemples suivants:
- 4.29.1 le modèle d'accompagnement continu dans le cadre de l'emploi, "job coaching", avec accompagnement et parrainage<sup>58</sup>;
- 4.29.2 la création d'un "système d'accréditation de l'apprentissage préalable"<sup>59</sup> qui reflète l'apprentissage progressif;
- 4.29.3 l'accompagnement tout au long de la vie professionnelle dans des entreprises et au sein des administrations publiques;
- 4.29.4 l'utilisation, grâce aux nouvelles technologies, de systèmes de soutien notamment audiovisuels (didacticiels vidéo)<sup>60</sup>, et en général la mise à disposition de technologies d'assistance, en garantissant que les technologies usuelles soient accessibles sur le poste de travail;
- 4.29.5 le développement d'un modèle de gestion du handicap<sup>61</sup>, dans le cadre des politiques générales de diversité des entreprises.

## 5. **L'accessibilité pour les personnes handicapées**

- 5.1 Le CESE rappelle la résolution du Conseil de l'Union européenne du 17 mars 2008: l'"accessibilité n'est rien moins que la pierre angulaire d'une société inclusive basée sur la non-discrimination"<sup>62</sup>, avec un rôle fondamental des partenaires sociaux, l'accessibilité étant une condition préalable à l'emploi.
- 5.2 Le CESE réitère les positions contenues dans son avis exploratoire<sup>63</sup> sur le thème "Égalité des chances pour les personnes handicapées" qui note que les personnes handicapées ont les mêmes droits mais des besoins distincts, impliquant différents modes d'accessibilité aux biens et services<sup>64</sup>.
- 5.3 Le CESE recommande la mise en œuvre progressive d'objectifs communs à court, moyen et long termes (assortis de délais précis et définitifs pour les nouveaux biens, services et infrastructures et ceux existant déjà)<sup>65</sup> qui soient contraignants pour les États membres. Le potentiel des marchés publics pourrait notamment être utilisé à cet égard.

- 5.4 Le CESE reconnaît que l'accessibilité est fondamentale pour permettre la jouissance des droits politiques et civils d'application immédiate, et que cela doit se traduire par des plans spécifiques d'accessibilité, comprenant des règles et des sanctions qui engagent tous les pouvoirs publics, et offrant aux citoyens handicapés la possibilité de recourir à des mécanismes pour faire valoir leurs droits. Ainsi, il ne devrait plus y avoir d'élections au PE sans garantie d'accessibilité des collèges électoraux et sans la participation d'une proportion convenable de personnes handicapées aux listes électorales; des mesures appropriées devraient également être prises au niveau national.
- 5.5 Le CESE note les efforts consentis par les États membres de l'UE et la Commission pour garantir l'accessibilité, efforts dont l'objectif ultime doit être l'accessibilité universelle (édifices publics<sup>66</sup>, établissements d'intérêt public<sup>67</sup>, entreprises privées, biens et services, infrastructures touristiques, commerce électronique, information, transports, technologies et communications).
- 5.6 Le CESE souligne que l'accessibilité est avantageuse pour l'ensemble de la société (personnes âgées, femmes enceintes, personnes à mobilité réduite, etc.). Les entreprises accessibles auront une clientèle supplémentaire (15% des consommateurs). De nouveaux produits créent de nouveaux marchés et sont une source de croissance durable pour l'économie.
- 5.7 En outre, le CESE fait remarquer que s'engager pour l'accessibilité revient à s'engager sur les droits fondamentaux de la citoyenneté européenne, comme il l'a signalé dans son avis sur l'"accessibilité électronique"<sup>68</sup>.
- 5.8 Le CESE rappelle aux institutions européennes, et particulièrement à la Commission européenne, que l'accessibilité de ses bâtiments et de ses systèmes d'information électroniques (notamment le site Web et la section réservée aux consultations publiques de la Commission) est limitée. Il est donc nécessaire de prévoir un plan d'accessibilité qui témoigne d'un engagement réel envers les personnes handicapées<sup>69</sup>.
- 5.9 Le CESE réclame la mise en place d'aides d'État<sup>70</sup> pour les entreprises et les services privés aux personnes handicapées, afin d'atteindre l'objectif d'aménagements raisonnables prévus par la directive 2000/78<sup>71</sup>. Il conviendrait que le principe d'"accessibilité préventive" se développe dans les services privés.
- 5.10 Il faut poursuivre l'élaboration de normes d'accessibilité pour soutenir la législation qui y ferait référence dans le cadre des marchés publics, en prenant comme exemple la législation nord-américaine. Le CESE rappelle l'importance du dialogue entre institutions, industrie et société civile dans la définition de ces normes<sup>72</sup>.

- 5.11 Le Comité appuie la création d'une "capitale européenne de l'accessibilité universelle", fondée sur un système d'attribution de labels de qualité, décernés aux villes et régions européennes en reconnaissance des efforts réalisés pour l'accessibilité de leurs différents sites, biens et services et favorisant le développement durable des collectivités locales<sup>73</sup>.
- 5.12 Le CESE attend des nouveaux règlements sur les transports (maritimes, autobus urbains et interurbains, taxis) qu'ils prennent dûment en considération les différents besoins des personnes handicapées, en exigeant que tout moyen de transport et les lieux d'accès à ces transports soient adaptés, suivant le modèle de la réglementation actuelle sur les transports aérien et ferroviaire<sup>74</sup>.
- 5.13 Le CESE a accueilli favorablement la communication de la Commission sur l'e-accessibilité<sup>75</sup> et a demandé à l'UE d'intégrer les actions proposées pour le cadre de référence européen de la société de l'information. Il est urgent de présenter une législation en matière d'e-accessibilité avec, entre autres, l'accessibilité des sites Internet, la communication inclusive, les téléservices, les téléphones portables, la technologie numérique et les guichets automatiques. Ces objectifs figuraient déjà en 2003 dans la déclaration ministérielle de Crète<sup>76</sup> et dans la déclaration de Riga, mais il existe aujourd'hui des doutes fondés quant à leur réalisation dans les délais impartis. Aussi le CESE invite-t-il à mettre en place avant 2011 un plan d'action intensif pour atteindre ces objectifs.
- 5.14 Le CESE réaffirme son engagement en faveur du principe de "conception pour tous" et juge fondamental d'inclure ce concept dans tous les cursus de formation, aussi bien professionnels qu'universitaires, afin que tous les professionnels le mettent en œuvre.
- 5.15 Le CESE soutient la mise en place d'une "carte européenne du handicap" qui permette aux personnes handicapées, lors de leurs déplacements transfrontaliers, de bénéficier de la reconnaissance mutuelle de leurs droits, y compris de facilités d'accès aux transports, à la culture et aux loisirs, suivant l'exemple de la carte européenne de stationnement.

## 6. **Handicap et égalité des sexes**

- 6.1 Le CESE fait remarquer que 60 % des personnes handicapées en Europe sont des femmes, et qu'elles se trouvent en situation d'inégalité. En effet, elles continuent d'endurer une discrimination quant à la reconnaissance de leurs droits et dans l'accès aux biens et aux services (santé, éducation, prévention de la violence sexiste, entre autres).
- 6.2 Sur une décennie, les niveaux d'emploi des femmes handicapées sont restés inchangés, avec un taux d'inactivité et de chômage élevé, des salaires plus bas, et des difficultés accrues d'intégration dans le monde du travail.

6.3 Il est nécessaire d'inclure la dimension de genre d'une manière transversale dans la conception, le développement, le suivi et l'évaluation des politiques concernant le handicap. Il y a lieu de disposer de mesures et d'actions spécifiques destinées à garantir aux femmes handicapées un accès à l'emploi et à favoriser leur embauche.

## 7. **Dialogue social et handicap**

7.1 Le CESE lance un appel aux partenaires sociaux pour qu'ils veillent à ce que les personnes handicapées puissent travailler aux mêmes conditions que les autres, dans des conditions de travail justes et favorables, en bénéficiant notamment de l'égalité des chances et de rémunération pour un travail de même valeur et qu'elles puissent exercer leurs droits du travail et syndicaux; il y a lieu d'encourager, en particulier, la participation des personnes handicapées au sein des organisations professionnelles et syndicales, et de veiller à ce que le travail sous-traité bénéficie des mêmes conditions que celui réalisé dans l'entreprise<sup>77</sup> (article 27 de la CNUDPH).

7.2 En ce qui concerne l'emploi, la sécurité sociale, la santé et la sécurité au travail, mais aussi dans d'autres contextes et dans les relations professionnelles en général, le dialogue social est fondamental pour la défense des droits, l'égalité des chances et la non-discrimination des personnes handicapées. Il est fondamental pour l'adoption de mesures d'action positive en matière d'emploi et d'accessibilité, ainsi qu'en matière de formation, de promotion et d'assistance aux travailleurs handicapés.

7.3 Les partenaires sociaux doivent intégrer la perspective du handicap dans toutes les actions et négociations intersectorielles, sectorielles et d'entreprise, en particulier en ce qui concerne l'emploi, l'accessibilité et la protection sociale, en collaboration avec la société civile organisée de personnes handicapées.

7.4 Les partenaires sociaux doivent participer au suivi et à l'application de la CNUDPH en matière de relations de travail et de protection sociale.

## 8. **Participation et dialogue civil**

8.1 Le CESE confirme son adhésion au principe selon lequel rien ne saurait se faire pour les personnes handicapées sans les personnes handicapées<sup>78</sup> et croit en des politiques de responsabilisation individuelle et d'autoreprésentation.

8.2 Le CESE considère que le dialogue civil auprès des personnes handicapées et de leurs familles constitue le cadre permettant d'améliorer la gouvernance de l'UE, en établissant des mécanismes et des protocoles d'application obligatoire, et en créant des organes "ad hoc" de participation et de consultation au sein de l'UE.

- 8.3 Les organisations de personnes handicapées doivent participer aux rapports périodiques évaluant les politiques d'emploi et d'accessibilité<sup>79</sup>, la mise en œuvre de la CNUDPH, ainsi que les programmes et instruments financiers de la Commission, pour garantir la prise en compte du point de vue de la société civile, par exemple sous la forme de rapports alternatifs<sup>80</sup>.
- 8.4 L'UE et les États membres doivent assurer la promotion de la société civile et garantir le financement de son développement, en lui assurant une indépendance et une capacité de participation à l'élaboration de politiques et/ou de fourniture de services sociaux.

Bruxelles, le 17 mars 2010.

Le Président  
du Comité économique et social européen

Mario SEPI

\*

\* \*

ANNEXE I – Statistiques

Données récentes sur le nombre de personnes handicapées dans l'UE

Self-perceived limitations in daily activities (activity restriction for at least the past 6 months) by sex, age and activity status (%)				
Date of extraction: Thu, 21 Jan 10 09:57:54				
Last update: Tue Oct 27 09:38:54 MET 2009				
sex	m Males			
wstatus	pop Total population			
time	2007a00			
age	total Total			
< td>	Severely hampered	Hampered To some extent	not_hamp Not hampered	
geo				
eu European Union (EC6-1972, EC9-1980, EC10-1985, EC12-1994, EU15-2004, EU25-2006, EU27)	6.9	14.3	78.8	
be Belgium	6.4	13.4	80.2	
bg Bulgaria	2.4	2.1	95.5	
cz Czech Republic	4.8	14.5	80.7	
dk Denmark	:	13.6	86.4	
de Germany (including ex-GDR from 1991)	7.1	20.2	72.6	
ee Estonia	7.7	24.2	68.0	
ie Ireland	5.5	12.7	81.8	
gr Greece	6.1	9.9	84.0	
es Spain	7.8	12.2	79.9	
fr France	5.9	14.3	79.8	



geo					
<i>eu</i> European Union (EC6-1972, EC9-1980, EC10-1985, EC12-1994, EU15-2004, EU25-2006, EU27)	8.6		18.0		73.4
<i>be</i> Belgium	8.3		16.8		74.9
<i>bg</i> Bulgaria	2.5		2.2		95.3
<i>cz</i> Czech Republic	5.8		17.7		76.6
<i>dk</i> Denmark	:		19.7		80.3
<i>de</i> Germany (including ex-GDR from 1991)	9.0		24.4		66.6
<i>ee</i> Estonia	10.5		26.0		63.5
<i>ie</i> Ireland	6.2		13.0		80.9
<i>gr</i> Greece	7.4		12.3		80.3
<i>es</i> Spain	10.3		16.5		73.2
<i>fr</i> France	7.2		17.9		74.9
<i>it</i> Italy	8.7		21.3		70.0
<i>cy</i> Cyprus	8.7		12.9		78.4
<i>lv</i> Latvia	11.0		25.3		63.7
<i>lt</i> Lithuania	10.9		18.9		70.2
<i>lu</i> Luxembourg (Grand-Duché)	6.6		16.5		77.0
<i>hu</i> Hungary	13.8		17.3		68.9
<i>mt</i> Malta	3.5		9.4		87.0
<i>nl</i> Netherlands	8.9		15.5		75.6
<i>at</i> Austria	11.3		17.6		71.1
<i>pl</i> Poland	7.3		17.3		75.4
<i>pt</i> Portugal	14.9		19.0		66.0
<i>ro</i> Romania	7.6		13.2		79.2

<i>si</i> Slovenia	8.6		17.5		73.9	
<i>sk</i> Slovakia	11.6		20.3		68.1	
<i>fi</i> Finland	9.3		23.8		66.9	
<i>se</i> Sweden	9.2		13.4		77.3	
<i>uk</i> United Kingdom	8.8		12.6		78.6	
<i>is</i> Iceland	7.5		7.7		84.8	
<i>no</i> Norway	8.4		14.2		77.4	

**ANNEXE II**

- 1 In order to prioritise extensive, high-quality content, this opinion uses the following abbreviations/Con el objeto de dar prioridad a un contenido de extenso y de calidad, este dictamen utiliza las siguientes abreviaciones:
- EESC: European Economic and Social Committee/ CESE: Comité Económico y Social Europeo
  - UNCRPD: United Nations Convention on the Rights of Persons with Disabilities/ CNUDPD: Convención de Naciones Unidas sobre los Derechos de las Personas con Discapacidad
  - EDF: European Disability Forum/ EDF: Foro Europeo de la Discapacidad
  - EES: European Employment Strategy/ EEE: Estrategia Europea de Empleo
  - MS: Member States/ EEMM: Estados Miembros
  - OMC: Open Method of Coordination/ MAC: Método Abierto de Coordinación
  - PCD: Personas con discapacidad/ PCD: Personas con discapacidad
  - SMEs: Small- and Medium-Sized Enterprises / PYMES: Pequeñas y Medianas Empresas
  - EU: European Union/ UE: Unión Europea
- 2 EESC opinion, OJ C 241, 7.10.2002, p. 89./ Dictamen del CESE, DO C 241 de 7.10.2002, p. 89.
- 3 Among the more recent: EESC opinión/Entre los más recientes dictamen del CESE : OJ C 182, 4.8.2009, p. 19 – OJ C 10, 15.1.2008, p. 80 – OJ C 93, 27.4.2007, p. 32 – OJ C 256, 27.10.2007, p. 102 – OJ C 185, 8.8.2006, p. 46 – OJ C 88, 11.4.2006, p. 22 – OJ C 110, 9.5.2006, p. 26 – OJ C 24, 31.1.2006, p. 15 – OJ C 110, 30.4.2004, p. 26 – OJ C 133, 6.6.2003, p. 50 – OJ C 36, 8.2.2002, p 72 . We would like to thank the Information Centre of the EESC Department for Communication for enriching this opinion with its document MM-09/09/ric.  
Agradecemos la labor de investigación realizada por el Centro de Información del Departamento de Comunicación del CESE en su documento MM-09/09/ric para completar este dictamen.
- 4 For the purposes of the present opinion, the definition of Persons with Disabilities is that adopted by the United Nations Convention on the Rights of Persons with Disabilities: "*Persons with disabilities include those who have long-term physical, mental, intellectual or sensory impairments which in interaction with various barriers may hinder their full and effective participation in society on an equal basis with others*".  
A efectos de este Dictamen se toma como definición de Persona con Discapacidad la adoptada por la Convención de Naciones Unidas sobre los Derechos de las Personas con Discapacidad "*Las personas con discapacidad incluyen a aquellas que tengan deficiencias físicas, mentales, intelectuales o sensoriales a largo plazo que, al interactuar con diversas barreras, puedan impedir su participación plena y efectiva en la sociedad, en igualdad de condiciones con las demás.*"
- 5 EU SILC 2007 [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/microdata/eu\\_silc](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/microdata/eu_silc) - Ministerial Declaration, Riga, 11 June 2006, Latvia. These studies reveal a progressive increase in disability as recognised in the most recent Eurostat country data: see also Appendix I  
Estos estudios demuestran un crecimiento progresivo de la discapacidad tal y como se reconoce en los datos mas recientes por países del Eurostat: Ver también anexo I.
- 6 Such as: Council Directive 2000/78/EC of 27 November 2000 establishing a general framework for equal treatment in employment and occupation.; recognition of accessibility and non-discrimination in the Structural Funds Regulations (Council Regulation (EC) No 1083/2006 of 11 July 2006); Regulation (EC) No 1107/2006 of the European Parliament and of the Council of 5 July 2006 concerning the rights of disabled persons and persons with reduced mobility when travelling by air [Official Journal L 204 of 26.7.2006] and the Telecommunications package COM(2007) 697 final – COD 2007/0247.  
Tales como : la Directiva 2000/78 CE del Consejo relativa al establecimiento de un marco general para la igualdad de trato en el empleo y la Ocupación de 27 de noviembre de 2000; el reconocimiento de la accesibilidad y no discriminación en los reglamentos de los Fondos Estructurales (Reglamento (CE) n° 1083/2006 del Consejo de 11 de Julio); el Reglamento (CE) n° 1107/2006 del Parlamento Europeo y el Consejo, de 5 de julio de 2006, sobre los derechos de las personas con discapacidad o movilidad reducida en el transporte aéreo [DO L 204 de 26.7.2006] o el paquete de Telecomunicaciones (COM2007) 697 final – 2007/0247 (COD) ..
- 7 Communication from the Commission on the Social Agenda COM(2005) 33 final and Communication from the Commission on *Equal opportunities for people with disabilities: A European Action Plan*, COM(2003) 650 final.  
Comunicación de la Comisión sobre la Agenda Social COM/2005/0033 y el Plan de Acción de la Comisión (Comunicación de la Comisión "*Igualdad de oportunidades para las personas con discapacidad: Un plan de Acción Europeo*" COM(2003) 650 final).
- 8 Madrid Declaration: "Non discrimination + positive action = social inclusion", 23 March 2002

- La Declaración de Madrid “No discriminación más acción positiva es igual a integración social” 23 marzo 2002/<http://antiguo.cermi.es/graficos/declaracion-madrid.asp>.
- 9 Mid-Term Evaluation of the European Action Plan 2003-2010 on Equal Opportunities for People with Disabilities, Centre for Strategy and Evaluation Services, June 2009  
“Evaluación Intermedia del Plan de Acción Europeo 2003-2010 para las personas con discapacidad”  
<http://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=3784&langId=en>
- 10 Eurobarometer: Discrimination in the EU in 2009 (based on fieldwork between 29 May and 14 June 2009)  
Eurobarómetro: Discriminación en la UE en 2009 (trabajo de campo correspondiente a 29 de mayo a 14 de junio de 2009).
- 11 COM(2009) 647 final
- 12 This will be a way of moving beyond the fragmented view of the issue within the EU institutions and between them and the Member States / Esto será una forma de superar la visión fragmentada dentro de las instituciones de la UE y entre estas y los EEMM.
- 13 It is important to indicate the differences between the European Disability Strategy and the Pact. The European Disability Strategy is a conventional European Commission initiative, using its right of initiative, in order to establish priorities for action (previously known as the EU Disability Action Plan 2003-2010). In its Resolution (2008/C75/01) the Council invites the Commission and the Member States to prepare a new disability strategy to succeed the Action Plan, assessing how national actions reflect the commitments made by the European Community and the Member States to fully implement the UN Convention at European level, and considering setting consistent and comparable national targets to that end. The European Disability Strategy is a joint project to which the Governments, the European Commission, the European Parliament, the EESC, the CoR and the social partners have adhered in order to reach a political agreement covering areas presented obstacles or barriers and promoting equality and non-discrimination for people with disabilities.  
Es importante señalar las diferencias entre la estrategia europea de discapacidad y el Pacto. La Estrategia Europea de Discapacidad es una iniciativa tradicional de la Comisión Europea, en ejercicio de su derecho de iniciativa, para establecer las prioridades de acción (antes se llamaba Plan de Acción europeo para la Discapacidad 2003-2010). Actualmente el consejo en su resolución 2008/c 75/01 invita a la Comisión y los EEMM a preparar una nueva estrategia de discapacidad reemplazando el Plan de Acción, analizando como las acciones nacionales reflejan los compromisos hechos por la CE y los EEMM para implementar de completamente a nivel europeo y considerar poner objetivos nacionales consistentes y comparables a ese fin (BUSCAR traducción). El Pacto Europeo por la Discapacidad es un proyecto colectivo que firman y suscriben los Gobiernos, la Comisión Europea, el Parlamento Europeo, el CESE, el CDR y los Interlocutores sociales para llegar a un acuerdo político que cubra ciertas áreas que presentan obstáculos o barreras y promueva la igualdad y no discriminación de las personas con discapacidad.
- 14 The EESC welcomes the choice of topic for the European Day of People with Disabilities conference held on 4 December 2009, under the title of *Creating conditions for independent living* / El CESE se felicita de la elección del tema para la conferencia del Día Europeo de las Personas con Discapacidad, celebrada el 4 de Diciembre de 2009 bajo el título: “*Creando las condiciones para una vida independiente*”.
- 15 Tax policy can help to integrate people with disabilities through tax benefits. People with disabilities and their families can incur additional costs in carrying out some of their everyday activities, and this additional cost could be offset through tax incentives, especially regarding products and services that promote their personal independence. The EESC adopted an opinion along these lines, *Equal opportunities for people with disabilities*, in which it pointed out that “Families which include one or more persons with disabilities, have a higher risk of finding themselves in situations of poverty, as disability involves greater family spending, which can amount up to EUR 30 000 per year. This justifies the adoption of positive discrimination measures, such as allowances (in cash or in kind) or tax incentives” (EESC opinion, OJ C 93, 27.4.2007). This was confirmed by the “*Estudio del agravio comparativo económico de las personas con discapacidad de la ciudad de Barcelona. El sobre-esfuerzo económico que origina la discapacidad*” (“Study on the economic inequality of people with disabilities in the city of Barcelona. The overstrain economic effort provoked by disability”) carried out by the Local Institute of People with Disabilities of Barcelona City Council in March 2006, which revealed that family spending derived from the disability of any of the members of the family could amount up to EUR 30 000 per year, depending on the social protection level and the type of disability.  
La política fiscal puede ayudar a la inclusión de las personas con discapacidad a través de beneficios fiscales. Las personas con discapacidad y sus familias pueden sufrir un sobrecoste en el ejercicio de algunas de las actividades de su vida diaria, el exceso de sobrecoste puede verse compensado a través de incentivos fiscales. Sobre todo en aquellos productos y servicios que promuevan su autonomía personal. El CESE ya adoptó en este sentido el dictamen “Igualdad de oportunidades para las personas con discapacidad” donde se señalaba: “*Las familias que tengan a su cargo una o más personas con discapacidad presentan un riesgo más elevado de encontrarse en situación de pobreza, dado que la discapacidad entraña mayores gastos domésticos que pueden ascender a más de 30 000 euros al año. Esto justifica la adopción de medidas de discriminación positiva, como los subsidios (en metálico o en especie) o las deducciones fiscales.*” (EESC opinion, DO C 93 de 27.4.2007). Esta ha sido confirmado por el “*Estudio del agravio comparativo económico de las personas con discapacidad de la ciudad de Barcelona. El sobre-esfuerzo económico que origina la discapacidad*” realizado por el Instituto Municipal de Personas con Discapacidad del

- Ayuntamiento de Barcelona en marzo de 2006, que puso de manifiesto que el gasto familiar al que da lugar la discapacidad de algún miembro de la familia puede elevarse a más de 30 000 euros al año, en función del nivel de protección social y del tipo de discapacidad.  
(<http://w3.bcn.es/fixters/baccessible/greugecomparatiueconmic.683.pdf>).
- The Spanish Confederation of Associations for Persons with Intellectual Disability (FEAPS) recently published a study confirming this phenomenon "*Estudio del sobreesfuerzo económico que la discapacidad intelectual ocasiona en la familia en España-2008*" ("Study on the economic overstrain on families in Spain as a result of intellectual disability-2008"), March 2009. Recientemente la Confederación española de asociaciones a favor de las personas con discapacidad intelectual (FEAPS) ha publicado un estudio que confirma este fenómeno. Marzo de 2009.  
([http://www.feaps.org/actualidad/23\\_04\\_09/ultima\\_hora/sobreesfuerzo\\_15\\_04\\_09.pdf](http://www.feaps.org/actualidad/23_04_09/ultima_hora/sobreesfuerzo_15_04_09.pdf)).
- 16 COM(2009) 58 final: "*The inclusion of disabled people continues to be addressed, but disability mainstreaming remains limited and National Strategic Reports scarcely refer to the implementation of the UN Convention on the Rights of persons with disabilities*".  
COM(2009) 58 final: "*La inclusión de las personas con discapacidad sigue siendo objeto de atención, aunque la integración de la discapacidad sea todavía muy limitada y los Informes Estratégicos Nacionales raras veces se refieran a la aplicación de la Convención de las Naciones Unidas sobre los Derechos de las Personas con Discapacidad*".
- 17 "(1) *Creating value by basing growth on knowledge. (2) Empowering people in inclusive societies. (3) Creating a competitive, connected and greener economy*" COM(2009) 647 final: Commission Working Document *Consultation on the future EU 2020 strategy*  
(1) *Crear valor basando el crecimiento en el conocimiento. (2) Potenciar el papel de los ciudadanos en sociedades inclusivas. (3) Crear una economía competitiva, conectada y más respetuosa del medio ambiente*" COM(2009) 647 final: Documento de trabajo de la Comisión "Consulta sobre la futura Estrategia UE 2020".
- 18 It is important to point out that the EU has competences in the field of non-discrimination, and that disability policies remain subject to the subsidiarity principle, although this does not prevent coordination by means such as the OMC.  
Es importante destacar que la UE cuenta con competencias dentro del ámbito de la no-discriminación y que las políticas de discapacidad quedan sometidas al principio de subsidiariedad que no impide la coordinación a través de medios tales como el MAC.
- 19 This fact was confirmed in a recent study by Gregorio Rodríguez Campo, Carlos García Serrano and Luis Toharia, Evaluación de las políticas de empleo para las personas con discapacidad y formulación y coste económico de nuevas propuestas de integración laboral ["Evaluation of employment policies for persons with disabilities and formulation and economic cost of new proposals for labour integration"], Colección Telefónica Accessible no. 9, Ediciones Cinca, April 2009 - ISBN: 978-84-96889-48-4, Madrid, Spain.  
Este hecho se ha confirmado en un estudio reciente de RODRÍGUEZ CABRERO, Gregorio; GARCÍA SERRANO, Carlos; TOHARIA, Luis: "*Evaluación de las políticas de empleo para las personas con discapacidad y formulación y coste económico de nuevas propuestas de integración laboral*", Colección Telefónica Accesible nº 9, Ediciones Cinca, Abril 2009 - ISBN: 978-84-96889-48-4 Madrid, España..
- 20 Council Resolution (2008/ C 75/01) "*invites the Commission to begin work on a new European Disability strategy to succeed the current DAP assessing how national actions reflects EC and MS commitments to fully implement UNC and considering setting consistent and comparable national targets to that end*".
- 21 Declaration on Recognising the Rights of Girls and Women with Disabilities, Madrid, 18 November 2007 / "*Declaración sobre los derechos de las niñas y mujeres con discapacidad*" Madrid, 18 de noviembre de 2007.  
(<http://cms.horus.be/files/99909/MediaArchive/EDF%20declaration%20on%20girls%20and%20women%20with%20disabilities.doc>)
- 22 EESC opinion, OJ C 10, 15.1.2008, p. 80. / Dictamen del CESE, DO C 10 de 15.1.2008, p. 80.
- 23 Article 10 : "*In defining and implementing its policies and activities, the Union shall aim to combat discrimination based on sex, racial or ethnic origin, religion or belief, disability, age or sexual orientation*  
Artículo 10 : "*En la definición y ejecución de sus políticas y acciones, la Unión tratará de luchar contra toda discriminación por razón de sexo, raza u origen étnico, religión o convicciones, discapacidad, edad u orientación sexual.*"
- 24 Article 11.4 "*Not less than one million citizens who are nationals of a significant number of Member States may take the initiative of inviting the European Commission, within the framework of its powers, to submit any appropriate proposal on matters where citizens consider that a legal act of the Union is required for the purpose of implementing the Treaties*"  
Artículo 11.4: "*Un grupo de al menos un millón de ciudadanos de la Unión, que sean nacionales de un número significativo de Estados miembros, podrá tomar la iniciativa de invitar a la Comisión Europea, en el marco de sus atribuciones, a que presente una propuesta adecuada sobre cuestiones que estos ciudadanos estimen que requieren un acto jurídico de la Unión para los fines de la aplicación de los Tratados.*"

- 25 Article 19.1 : "Without prejudice to the other provisions of the Treaties and within the limits of the powers conferred by them upon the Union, the Council, acting unanimously in accordance with a special legislative procedure and after obtaining the consent of the European Parliament, may take appropriate action to combat discrimination based on sex, racial or ethnic origin, religion or belief, disability, age or sexual orientation."  
Art 19.1: "Sin perjuicio de las demás disposiciones de los Tratados y dentro de los límites de las competencias atribuidas a la Unión por los mismos, el Consejo, por unanimidad con arreglo a un procedimiento legislativo especial, y previa aprobación del Parlamento Europeo, podrá adoptar acciones adecuadas para luchar contra la discriminación por motivos de sexo, de origen racial o étnico, religión, convicciones, discapacidad, edad u orientación sexual."
- 26 Article 21 1. "Any discrimination based on any ground such as sex, race, colour, ethnic or social origin, genetic features, language, religion or belief, political or any other opinion, membership of a national minority, property, birth, disability, age or sexual orientation shall be prohibited." 2. "Within the scope of application of the Treaty establishing the European Community and of the Treaty on European Union, and without prejudice to the special provisions of those Treaties, any discrimination on grounds of nationality shall be prohibited."  
Artículo 21 1. "No discriminación : Se prohíbe toda discriminación, y en particular la ejercida por razón de sexo, raza, color, orígenes étnicos o sociales, características genéticas, lengua, religión o convicciones, opiniones políticas o de cualquier otro tipo, pertenencia a una minoría nacional, patrimonio, nacimiento, discapacidad, edad u orientación sexual. 2. Se prohíbe toda discriminación por razón de nacionalidad en el ámbito de aplicación del Tratado constitutivo de la Comunidad Europea y del Tratado de la Unión Europea y sin perjuicio de las disposiciones particulares de dichos Tratados."
- 27 Article 26 "The Union recognises and respects the right of persons with disabilities to benefit from measures designed to ensure their independence, social and occupational integration and participation in the life of the community".  
Artículo 26 – "Integración de las personas discapacitadas. La Unión reconoce y respeta el derecho de las personas discapacitadas a beneficiarse de medidas que garanticen su autonomía, su integración social y profesional y su participación en la vida de la comunidad."
- 28 15540/09 of 24 November 2009, Council Decision concerning the conclusion, by the European Community, of the United Nations Convention on the Rights of Persons with Disabilities. It specifies procedural questions, a declaration of competence, internal application within the European institutions and a reservation  
15540/09 del 24 de Noviembre de 2009 Decisión del Consejo sobre la Conclusión, por parte de la Comunidad Europea, de la Convención de Naciones Unidas sobre los Derechos de las Personas con Discapacidad. En ella se especifican las cuestiones de procedimiento, la declaración de competencias, la aplicación interna dentro de las instituciones Europeas y la reserva.
- 29 The ratification process stood as follows in January 2010 / El Proceso de ratificación se encuentra actualmente de este modo en enero 2010: **Germany/Alemania**: Signed/Firmado: 30-3-2007 / Protocol signed/Firmado el Protocolo: 30-3-2007/ Ratified/Ratificado: 24-2-2009 / Protocol ratified/Ratificado el Protocolo: 24-2-2009 // **Austria**: Signed/Firmado: 30-3-2007 / Protocol signed/Firmado el Protocolo: 30-3-2007 / Ratified/Ratificado el Protocolo: 26-9-2008 / Protocol ratified/Ratificado el Protocolo: 26-9-2008 // **Belgium/Bélgica** Signed/Firmado: 30-3-2007 / Protocol signed/Firmado el Protocolo: 30-3-2007 / Ratified/Ratificado: 2-7-2009 / Protocol ratified/Ratificado el Protocolo: 2-7-2009 // **Bulgaria** Signed/Firmado: 27-9-2007 / Protocol signed/Firmado el Protocolo: 18-12-2008 // **Cyprus/Chipre** Signed/Firmado: 30-3-2007 / Protocol signed/Firmado el Protocolo: 30-3-2007// **Denmark/Dinamarca** Signed/Firmado: 30-3-2007 / Ratified/Ratificado: 24-7-2009 // **Slovakia/Eslovaquia** Signed/Firmado: 26-9-2007 / Protocol signed/Firmado el Protocolo: 26-9-2007 // **Slovenia/Eslovenia** Signed/Firmado: 30-3-2007 / Protocol signed/Firmado el Protocolo: 30-3-2007 Ratified/Ratificado: 24-4-2008 / Protocol ratified/Ratificado el Protocolo: 24-4-2008 // **Spain/España** Signed/Firmado: 30-3-2007 / Protocol signed/Firmado el Protocolo: 30-3-2007 Ratified/Ratificado: 3-12-2007 / Protocol ratified/Ratificado el Protocolo: 3-12-2007 // **Estonia** Signed/Firmado: 25-9-2007 // **Finland/Finlandia** Signed/Firmado: 30-3-2007 / Protocol signed/Firmado el Protocolo: 30-3-2007 // **France/Francia** Signed/Firmado: 30-3-2007 / Protocol signed/Firmado el Protocolo: 23-9-2008 // **Greece/Grecia** Signed/Firmado: 30-3-2007 // **Hungary/Hungría** Signed/Firmado: 30-3-2007 / Protocol signed/Firmado el Protocolo: 30-3-2007 Ratified/Ratificado: 20-7-2007 / Protocol signed/Ratificado el Protocolo: 20-7-2007 // **Ireland/Irlanda** Signed/Firmado: 30-3-2007 // **Italy/Italia** Signed/Firmado: 30-3-2007 / Protocol signed/Firmado el Protocolo: 30-3-2007 / Ratified/Ratificado: 15-5-2009 / Protocol ratified/Ratificado el Protocolo: 15-5-2009 // **Latvia/Letonia** Signed/Firmado: 18-7-2008 // **Lithuania/Lituania** Signed/Firmado: 30-3-2007 / Protocol signed/Firmado el Protocolo: 30-3-2007 // **Luxembourg/Luxemburgo** Signed/Firmado: 30-3-2007 / Protocol signed/Firmado el Protocolo: 30-3-2007 // **Malta** Signed/Firmado: 30-3-2007 / Protocol signed/Firmado el Protocolo: 30-3-2007 // **Netherlands/Paises Bajos** Signed/Firmado: 30-3-2007 // **Poland/Polonia** Signed/Firmado: 30-3-2007 // **Portugal** Signed/Firmado: 30-3-2007 / Protocol signed/Firmado el Protocolo: 30-3-2007 Ratified/Ratificado: 23-9-2009 / Protocol ratified/Ratificado el Protocolo: 23-9-2009 // **United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland/Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte** Signed/Firmado: 30-3-2007 / Protocol signed/Firmado el Protocolo: 26-2-2009 Ratified/Ratificado: 8-6-2009 / Protocol ratified/Ratificado el Protocolo: 7-8-2009 // **Czech Republic/República Checa** Signed/Firmado: 30-3-2007 / Protocol signed/Firmado el Protocolo: 30-3-2007 Ratified/Ratificado: 28-9-2009 // **Romania/Rumania** Signed/Firmado: 26-9-

2007 Protocol signed/Firmado el Protocolo: 25-9-2008 // **Sweden/Suecia** Signed/Firmado: 30-3-2007 Protocol signed/Firmado el Protocolo: 30-3-2007 Ratified/Ratificado: 15-12-2008 Protocol ratified/Ratificado el Protocolo: 15-12-2008.

30 The UNCRPD has dual implications for the EU: vis-à-vis the Member States, with a declaration of competence, and vis-à-vis the European institutions themselves on the basis of Article 300.7 of the TEC.

La CNUDPD tiene una doble implicación para la UE, de cara a los EEMM con una declaración de competencias y a las propias instituciones europeas a partir del artículo 300.7 TEC.

31 The European Disability Forum presented a contribution to the thematic study of the High Commissioner for Human Rights to boost awareness of the structure and role of national mechanisms for applying and monitoring the UNCRPD, September 2009.

El Foro Europeo de la Discapacidad ha presentado "*una contribución al estudio temático del Alto Comisionado para los Derechos Humanos para reforzar la concienciación sobre la estructura y el role de los mecanismos nacionales para la aplicación y supervisión de las CNUDPD*", Septiembre 2009. [http://cms.horus.be/files/99909/MediaArchive/library/EDF\\_contribution\\_OHCHR\\_contribution\\_national\\_frameworks\\_for\\_implementation\\_CRPD\(final\).doc](http://cms.horus.be/files/99909/MediaArchive/library/EDF_contribution_OHCHR_contribution_national_frameworks_for_implementation_CRPD(final).doc)

32 An independent mechanism incorporating the Paris Principles and with powers to formulate recommendations for the European Community. Of particular interest in this area is the initiative of the European Consortium of Foundations on Human Rights and Disability, set up by the European Foundation Centre, which brings together major European foundations such as The Atlantic Philanthropies, the Fundación Sabanci, the Fondation de France, the Fundação Calouste Gulbenkian, the Fondazione Banca del Monte di Lucca, and the Fundación ONCE with the aim of promoting the implementation and dissemination of the Convention. Among its other activities at Community level, the Consortium coordinates a report for the European Commission analysing goals and best practices in applying the Convention and its impact on the legal system of the Member States, and on Community law.

Un mecanismo independiente que integre los Principios de París y con competencia para formulación de recomendaciones a la Comunidad Europea. Destaca en este ámbito la iniciativa del Consorcio Europeo de Fundaciones por los Derechos Humanos y la Discapacidad, puesto en marcha por el Centro Europeo de Fundaciones que reúne importantes fundaciones europeas tales como The Atlantic Philanthropies, la Fundación Sabanci, la Fondation de France, la Fundação Calouste Gulbenkian, la Fondazione Banca del Monte di Lucca, y la Fundación ONCE con el propósito de impulsar la implementación y difusión de la Convención. Entre otras actividades a nivel comunitario, el Consorcio coordina un estudio para la Comisión Europea que analiza los retos y mejores prácticas en la aplicación de la Convención y su impacto en el ordenamiento jurídico de los estados miembros, así como en el Derecho comunitario :

<http://www.efc.be/Networking/InterestGroupsAndFora/Disability/Pages/TheEuropeanConsortiumofFoundationsonHumanRightsandDisability.aspx>.

33 Proposal for a Council Directive on implementing the principle of equal treatment irrespective of religion or belief, disability, age or sexual orientation (COM(2008) 426 final, 2 July 2008).

Propuesta de Directiva del Consejo por la que se aplica el principio de igualdad de trato entre las personas independientemente de su religión o convicciones, discapacidad, edad u orientación sexual (COM(2008) 426 final, de 2 de julio de 2008).

34 A good example in this regard is the European Structural Funds and Disability Observatory InNet16. This observatory will provide monitoring, through a European partnership, co-financed by the Social European Fund, of the application of Article 16 (non-discrimination and accessibility for persons with disabilities) of the General Regulation of the Structural Funds.

En este sentido destaca el Observatorio Europeo de Fondos Estructurales y Discapacidad Innet16. Este observatorio garantizará un seguimiento, a través de un partenariado europeo, cofinanciado por el Fondo Social Europeo, de la aplicación del artículo 16 (non discriminación y accesibilidad para las personas con discapacidad) del Reglamento General de los Fondos Estructurales [http://www.observatoriodeladiscapacidad.es/?q=es/informacion/agenda/18112009/presentaci\\_n\\_de\\_innet16\\_european\\_inclusion\\_network\\_lanzamiento\\_del\\_obser](http://www.observatoriodeladiscapacidad.es/?q=es/informacion/agenda/18112009/presentaci_n_de_innet16_european_inclusion_network_lanzamiento_del_obser)

35 Statistics in Focus, Theme 3: Employment of Disabled People in Europe 2002, Eurostat 26/2003.

[http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY\\_OFFPUB/KS-NK-03-026/EN/KS-NK-03-026-EN.PDF](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-NK-03-026/EN/KS-NK-03-026-EN.PDF)

36 Statistical Office of the European Communities (Eurostat) – January 2010. / Oficina de Estadísticas de la Unión Europea (Eurostat) – Enero 2010.

37 According to Eurobarometer, Discrimination in the EU in 2009, covering May-June 2009, 56% of the population believes that the economic crisis will contribute to greater discrimination against people with disabilities.

Según el Eurobarómetro "*Discriminación en la UE en 2009*", correspondiente a mayo-junio 2009, un 56 % de la población cree que la crisis económica contribuirá a un aumento de la discriminación contra las personas con discapacidad. En este sentido, el Comité suscribe íntegramente la vigencia del diagnóstico negativo del Dictamen de iniciativa de 2007 "*Empleo para las categorías prioritarias (Estrategia de Lisboa)*" (CESE, DO C 256 de 27.10.2007, p. 102), realizado a petición del Consejo Europeo de primavera de 23/24 de marzo de 2006.

- 38 The study *El impacto de la crisis económica en las personas con discapacidad y sus familias* ("The impact of the economic crisis on people with disabilities and their families"), published in December 2009 and prepared by the Spanish Committee of Representatives of Persons with Disabilities (CERMI) is recommended on this point, as it documents the effects of the current economic crisis on people with disabilities.  
En este sentido se recomienda el estudio "*El impacto de la crisis económica en las personas con discapacidad y sus familias*" publicado en Diciembre 2009, elaborado por el Comité Español de Representantes de Personas con Discapacidad (CERMI) que documenta los efectos de la actual crisis económica en la población con discapacidad.  
<http://www.cermi.es/NR/rdonlyres/6487C9F8-F423-493B-83B8-562CB09201B8/30184/EstudioCERMICrisisyDiscapacidad.doc>  
For more information / Mas información en [www.cermi.es](http://www.cermi.es).
- 39 Spring 2006 European Council: "A key objective is to increase labour market participation, especially of the young, women, older workers, persons with disabilities and legal migrants and minorities".  
Cumbre Europea de Primavera de 2006: "*Uno de los objetivos clave es aumentar la participación en el mercado de trabajo, sobre todo de los jóvenes, las mujeres, los trabajadores de más edad, los discapacitados, los inmigrantes legales y las minorías*".
- 40 In many cases, this involves problems arising from a mismatch between skills and the post in question / Tratando en muchos casos con la dificultad de inadecuación de capacidades para el puesto de trabajo.
- 41 The EESC is pleased that the autonomous agreement on inclusive labour markets is being finalised, covering areas such as: transitional measures for persons with special difficulties on the labour market, the effectiveness of professional support services, education and training, the importance of investment in regional development, upgrading access to transport, careservices, housing and education, the ease or difficulty of beginning and sustaining businesses and the role of taxes and the pension system (version of 9 December 2009).  
El CESE felicita que se esté finalizando el acuerdo autónomo sobre mercados de trabajo inclusivos donde se cubren áreas tales como: medidas de transición para personas con dificultades especiales en el mercado de trabajo, la eficacia de los servicios de acompañamiento profesionales, la educación y formación, la importancia de la inversión en el desarrollo regional, la adecuación del acceso al transporte, atención, alojamiento y educación, la facilidad o dificultad para empezar y sostener negocios y el rol de los impuestos y el sistema de pensiones. (versión 9 de diciembre de 2009).
- 42 Council Directive 2000/78 establishing a general framework for equal treatment in employment and occupation of 27 November 2000. In this connection, the report must be presented to a European conference of all the relevant stakeholders. This report must recognise the efforts of public and private actors that go beyond the minimum provisions laid down by the Directive.  
Directiva 2000/78 CE del Consejo relativa al establecimiento de un marco general para la igualdad de trato en el empleo y la Ocupación de 27 de noviembre de 2000. En este sentido, el informe debe ser presentado en una Conferencia Europea que convoque a todas las partes interesadas. Este informe debe reconocer el esfuerzo de los agentes públicos y privados que vayan más allá de las disposiciones mínimas que establece la directiva.
- 43 Analysis by the European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions, based on data compiled by German Federal Health Monitoring (2007)  
Análisis de la European Foundation for the Improvement of Living and Working conditions basada en los datos recogidos en el German Federal Health Monitoring (2007). Para mas detalles se puede consultar la página: [http://www.gbe-bund.de/gbe10/pkg\\_isgbe5.prc\\_isgbe?p\\_uid=gastd&p\\_sprache=E](http://www.gbe-bund.de/gbe10/pkg_isgbe5.prc_isgbe?p_uid=gastd&p_sprache=E)
- 44 Other similar examples are the vocational training Europass, and in this connection the qualifications passport ensures recognition of knowledge acquired through unregulated channels but which is nevertheless useful in an employment context, and recognition of which would facilitate entry onto the labour market.  
Otros ejemplos similares son el Europas en formación profesional, en este sentido el pasaporte de cualificaciones garantiza un reconocimiento de los conocimientos adquiridos de forma no reglada y que sin embargo son útiles en contexto laboral y cuyo reconocimiento favorece una mejor entrada en el mercado de trabajo. European Centre of Employers and Enterprises providing Public services (CEEP). For more information / For more information / Para mas información: <http://www.ceep.eu>.
- 45 European Centre of Employers and Enterprises providing Public services (CEEP). <http://www.ceep.eu>.
- 46 Which is made worse by the additional cost arising from disability, see note 15 / Que resulta agravado por el sobrecoste que supone la de la discapacidad, ver nota 15.
- 47 This could be in the form of a training and awareness-raising campaign for European citizens and political office-holders focusing on the free movement of citizens and their social security rights, and this would also fill the existing information gap.  
Podría tener un formato de campaña de formación y concienciación de ciudadanos europeos y responsables políticos con respecto a la libre circulación de ciudadanos y sus derechos de seguridad social solucionaría igualmente la falta de información existente.
- 48 European Foundation for the Improvement of Living and Working conditions.

- 49 European Foundation for the Improvement of Living and Working conditions.
- 50 The European Commission has created a new Progress Microfinance Facility to come into force from 2010. This facility should help workers who have lost their jobs get back into employment. It is important that this facility should also be of use to people with disabilities. Micro-credit in the EU means loans of less than EUR 25 000, for micro-enterprises employing less than 10 people (91% of all European businesses) and unemployed or inactive people.  
La Comisión Europea ha creado un Nuevo instrumento Progress de microfinanciación operativo a partir de 2010. este instrumento debe facilitar la reincorporación en el empleo de trabajadores que hayan perdido su puesto de trabajo. Es importante que este instrumento sea también útil para las personas con discapacidad. Micro crédito en la UE significa préstamos de hasta 25.000 EUR para microempresas que empleen menos de 10 personas (91% de todas las empresas europeas) y para desempleados o personas inactivas. For more information / Para mas información:  
<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=es&catId=89&newsId=547>.
- 51 Guide on *Creating an inclusive society: mainstreaming disability based on the social economy example*.  
"Guía par la creación de una sociedad inclusiva: transversalidad de la discapacidad basada en el ejemplo de la economía social" Social Economy Europe, Agosto 2007  
[http://www.socialeconomy.eu.org/IMG/pdf/Guide\\_on\\_Disability\\_Mainstreaming\\_and\\_Social\\_Economy.pdf](http://www.socialeconomy.eu.org/IMG/pdf/Guide_on_Disability_Mainstreaming_and_Social_Economy.pdf)
- 52 EESC opinion, OJ C318, 23.12.2009, p. 113.
- 53 It should be pointed out that the European Commission now has a mandatory ethical code including aspects such as promotion and selection procedures. However, this does not entail either the introduction of quotas or gathering information to provide official statistics.  
Es importante señalar que hoy la Comisión Europea cuneta con un Código Deontológico de obligatorio cumplimiento con elementos tales como promoción y consideración en los procesos de selección. No obstante esto no implica ni el establecimiento de cuotas ni una recogida de información que provea cifras oficiales.
- 54 Similarly, support service professionals, including family members or voluntary workers, must be granted social recognition by being included in the social security system, harnessing the experience they have built up, training courses, technical resources, relief replacements or any other measure to facilitate their work, rest or better care for persons with disability with a view to ensuring that care for dependency is a social service.  
De igual modo, los profesionales de los servicios de asistencia, incluidos familiares o voluntarios, deben obtener reconocimiento social a través del alta en el sistema de Seguridad Social, en la valoración de la experiencia acumulada, cursos de formación, medios técnicos, reemplazantes o cualquier otra medida que facilite su trabajo, su descanso o la mejor atención a las personas con discapacidad para garantizar que la atención a la dependencia sea un servicio social.
- 55 *La inserción laboral de las personas con discapacidad - Concienciación empresarial y compromiso social* ("Labour integration of persons with disabilities – employer awareness and social commitment"), a study drawn up by PricewaterhouseCoopers (PwC) under the 2000-2006 anti-discrimination operational programme, co-financed by the European Social Fund. Edited and published under the 2007-2013 anti-discrimination operational programme. Co-financed by the European Social Fund and the Fundación ONCE. The Cooperation Agreement between the Fundación ONCE and PwC is also worthy of note. It is based on three main pillars, the Diversia project (1) integrating people with disabilities into the work environment; the Family Plan (2) supporting workers who have a family member with a disability; and lastly the Talent without Barriers campaign (3) whose aim is to ensure that 3% of newly recruited graduates should be persons with disabilities (further information at [www.fundaciononce.es](http://www.fundaciononce.es)). One of the most common stereotypes is to consider persons with disabilities to be less productive.  
"La inserción laboral de las personas con discapacidad - Concienciación empresarial y compromiso social". Estudio elaborado por PricewaterhouseCoopers (PwC) en el marco del Programa Operativo de Lucha contra la Discriminación 2000-2006, cofinanciado por el Fondo Social Europeo. Editado y publicado en el marco del Programa Operativo de Lucha contra la Discriminación 2007-2013. Cofinanciado por el Fondo Social Europeo y Fundación ONCE. Destaca igualmente el Convenio de colaboración entre Fundación ONCE y PwC que se basa en tres pilares principales, el proyecto Diversia (1) de inclusión de personas con discapacidad en el medio de trabajo; el Plan Familia (2) de apoyo a los trabajadores que tienen algún familiar con discapacidad; y por último, la campaña Talento sin barreras (3) cuyo objetivo es conseguir que el 3% de las nuevas incorporaciones de titulados superiores, sean personas con discapacidad (mas información en [www.fundaciononce.es](http://www.fundaciononce.es)). Uno de los estereotipos mas frecuentes es el de achacar menor productividad..
- 56 European Foundation for the Improvement of Living and Working conditions. <http://www.eurofound.europa.eu/>.
- 57 Both are systems to ensure that PWD enjoy equal rights at work / .Sistemas ambos de garantía de igualdad de derechos de las PCD en el empleo.
- 58 Including support and mentoring strategies both before and during employment. It should also support integration into the ordinary market through skills assessment, with a coherent and realistic project based on the applicant's strengths and skills, identifying obstacles, helping to prepare CVs and interviews, and providing encouragement and guidance in job-seeking.

Département Travailleurs Handicapés de l'OGBL (Department for Workers with Disabilities, Luxembourg Confederation of Independent Trade Unions).

Incluyendo estrategias de acompañamiento y apadrinamiento como paso previo al empleo y durante el mismo. Y que apoye la integración el mercado ordinario a través de la evaluación de capacidades, dotando de un proyecto coherente y realista, que nazca de las virtudes y competencias del candidato, que señale los obstáculos, que ayude a la preparación del CV y la preparación de la entrevista, así como la motivación y orientación en la búsqueda de empleo. Département Travailleurs Handicapés de l'OGBL (Departamento de trabajadores con discapacidad de la Confederación Luxemburguesa de Sindicatos Independientes)

59 Very similar to the "qualifications passport", reflecting the professional experience of workers with disabilities

Muy similar al "pasaporte de cualificaciones", reflejando la experiencia profesional de los trabajadores con discapacidad European Centre of Employers and Enterprises providing Public services (CEEP). <http://www.ceep.eu>.

60 European Centre of Employers and Enterprises providing Public services (CEEP). <http://www.ceep.eu>.

61 Companies must adapt their human resources policies to create a conducive environment, a proactive approach to new conditions, early intervention and management and coordination in cases of people returning to work.

Las empresas deben adaptar sus políticas de recursos humanos creando un entorno saludable, reacciones proactivas ante condiciones nuevas, intervención temprana y gestión y coordinación de casos de reincorporación al trabajo

European Centre of Employers and Enterprises providing Public services (CEEP). <http://www.ceep.eu>.

62 Council Resolution (2008/C 75/01) "*Accessible built environments, transport and Information and Communication Technology (ICT), both in urban and rural areas, are crucial for the realisation of a society which provides genuine access to equal rights, offering its citizens real autonomy and the means to pursue independent and active economic and social lives. Such accessibility represents no less than a cornerstone of an inclusive society based on non-discrimination*"

Consejo de la Unión Europea (2008/C 75/01): "*La existencia de entornos construidos accesibles, transporte y tecnologías de la información y de la comunicación (TIC) tanto en áreas urbanas como rurales, resultan cruciales para la realización de una sociedad que facilite un acceso efectivo a la igualdad de derechos, ofreciendo a sus ciudadanos una autonomía real y los medios para poder llevar a cabo vidas social y económicamente activas e independientes. Dicha accesibilidad representa nada menos que una piedra angular de una sociedad integradora basada en la no discriminación*".

63 EESC opinion, OJ C 93, 27.4.2007, p. 32. / Dictamen del CESE, DO C 93 de 27.4.2007, p. 32.

64 .Since people with disabilities form a heterogeneous group but have equal rights / Ya que las personas con discapacidad componen un grupo heterogéneo pero con igualdad de derechos.

65 This will help to prevent the creation of new barriers / Esto ayudará a impedir la creación de nuevas barreras.

66 Schools, universities, health centres, hospitals, administrative centres, public offices, public services.

67 Colegios, Universidades, Centros de Salud, Hospitales, Centros administrativos, Oficinas públicas, servicios públicos.

Museums, cinemas, theatres, concert halls, exhibition halls, hotels, banks, shopping centres.

68 Museos, cines, teatros, auditorios, salas de exposiciones, hoteles, bancos, centros comerciales.

EESC opinion, OJ C 110, 9.5.2006, p. 26. The Council Resolution on 6 February 2003 "eAccessibility" — improving the access of people with disabilities to the knowledge based society" (OJ C 39, 2003, p. 5) should also be mentioned

Dictamen del CESE, DO C 110 de 9.5.2006, p. 26. Conviene recordar también la Resolución del Consejo de 6 de febrero de 2003 sobre "*Accesibilidad electrónica*" – Mejorar el acceso de las personas con discapacidad a la sociedad del conocimiento " (DO C 39, 2003, p. 5).

69 COM(2007) 501final.

70 As set out in Articles 41 and 42 of Commission Regulation (EC) No 800/2008 of 6 August 2008 declaring certain categories of aid compatible with the common market in application of Articles 87 and 88 of the Treaty (General block exemption Regulation).

Tal y como recogen los artículos 41 y 42 del Reglamento (CE) n° 800/2008 de la Comisión, de 6 de agosto de 2008 , por el que se declaran determinadas categorías de ayuda compatibles con el mercado común en aplicación de los artículos 87 y 88 del Tratado (Reglamento general de exención por categorías).

71 Council Directive 2000/78 establishing a general framework for equal treatment in employment and occupation of 27 November 2000.

Directiva 2000/78 CE del Consejo relativa al establecimiento de un marco general para la igualdad de trato en el empleo y la Ocupación de 27 de noviembre de 2000.

- 72 See, in this regard, the standards already being implemented under mandates 376 and 420 / En este sentido destacan los estándares que ya se están desarrollando bajo los mandatos 376 y 420.  
For more information / Para mas información:  
[http://ec.europa.eu/information\\_society/activities/einclusion/archive/deploy/pubproc/eso-m376/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/information_society/activities/einclusion/archive/deploy/pubproc/eso-m376/index_en.htm) y  
<http://cms.horus.be/files/99909/MediaArchive/M420%20Mandate%20Access%20Built%20Environment.pdf>
- 73 The Prize will seek to encourage European cities to take on board the principle of universal access in all aspects of urban planning, administration – including –administration – and local public life (public buildings and services, web pages, education, health, etc.). The Prize will reward compliance with demanding specific criteria regarding the definition of a "European City of Universal Access". The programme will come under the future European Disability Strategy, the Territorial Agenda and the Leipzig Charter on Sustainable European Cities, and the forthcoming Sustainable European City benchmark.  
El Premio buscará incentivar a las ciudades europeas a incorporar el principio de accesibilidad universal en todos los aspectos de la planificación urbana, administración, incluida la administración electrónica y de la vida pública local (edificios y servicios públicos, páginas web, educación, sanidad, etc.) El premio simbolizará el cumplimiento de exigentes criterios específicos en torno a la definición de una 'Ciudad Europea de la Accesibilidad Universal'. El programa se inscribiría en el marco de la futura Estrategia europea para la Discapacidad, la Agenda Territorial y la Carta de Leipzig sobre Ciudades Europeas Sostenibles así como del inminente Marco de Referencia de la Ciudad Europea Sostenible.
- 74 In spite of its shortcomings, it marks a step forward that should be welcomed, and should be further improved in the immediate future since it guarantees equal access for PWD travelling by air and rail, and must continue to follow the example of the recent US legislation on this subject, which is more advantageous to such travellers than its European counterpart.  
A pesar de sus insuficiencias, ha sido un avance que hay que saludar, y seguir mejorando en el inmediato futuro, ya que garantiza igual acceso para las PCD en avión y en tren, y debe seguir el ejemplo de la reciente legislación norteamericana en la materia, que es más favorable para estos pasajeros que la europea.
- 75 COM(2005) 425 final, COM (2008) 804 final.
- 76 Declaration on e-Inclusion: Ministers of Transport and Communication of the European Union. April 2003.  
Declaración sobre Inclusión Electrónica: Ministros de Transporte y Comunicación de la Unión Europea. Abril 2003.
- 77 In keeping with the provisions of Article 27 of the UNCPRD / Siguiendo las indicaciones del artículo 27 de la CNUDPD.
- 78 The European Disability Forum slogan which, as EDF President Yannis Vardakastanis explained, "*Nothing about us without us' is the essence of the disability ideology ... our collective work and our personal commitment*", EDF General Assembly 2009.  
Eslogan del EDF que como manifiesta su Presidente Yannis Vardakastanis: "*Nada sin nosotros sobre nosotros es la esencia de la ideología de las personas con discapacidad. de su trabajo colectivo y su compromiso personal*" Asamblea General EDF 2009.
- 79 An example of good practice is provided by the Danish reports on employment, social inclusion and social protection in conjunction with the analysis carried out by civil society. As set out in the University of Leeds study (Professor Mark Priestley).  
Un ejemplo de buena práctica son los informes de Dinamarca en empleo, inclusión social y protección social que anexan el análisis realizado por la sociedad civil. Tal y como figura en el estudio de la Universidad de Leeds (Prof. Mark Priestley).
- 80 Following the Danish model of involvement in drawing up reports on national reform plans and national social inclusion and social protection plans.  
Siguiendo el modelo danés de participación en la elaboración de informes sobre los Planes Nacionales de reforma y la los Planes Nacionales sobre Inclusión Social y Protección Social.